
La nouvelle définition des entreprises

Une meilleure vision du tissu productif grâce au profilage



Une nouvelle définition de l'entreprise

- Quatre idées
 1. Prendre en compte l'organisation des entreprises en groupes
 2. Regrouper les unités légales (filiales) et effacer des segmentations juridiques
 3. Définir des catégories d'entreprises, PME, ETI, grandes, à partir des critères d'effectifs, de chiffre d'affaires et de total du bilan
 4. S'appuyer sur l'organisation productive et la consolidation sur le **territoire français**

Une évaluation de l'impact de cette nouvelle définition

- Deux conséquences
 1. Les très grands groupes en France : peuvent se décomposer en plusieurs entreprises, car plusieurs activités économiques très différentes
 - Un travail adapté : le profilage en face à face de ces grands groupes
 2. L'organisation en groupe n'est pas une spécificité des grandes entreprises : de très nombreuses entreprises, mêmes petites, ont une filiale holding, ou une SCI
 - Une meilleure vision du tissu productif, une mesure améliorée

Aujourd'hui à l'Insee : 43 grands groupes traités

- Au départ : 3 500 unités légales

105 entreprises profilées qui représentent

- 120 Mds € de valeur ajoutée : 12 %
- un million d'emplois salariés : 8 %

- Trois résultats

1. Une plus forte concentration de l'appareil productif
2. Une réallocation importante entre secteurs
3. Du fait de la consolidation des comptes, une meilleure vision économique

1^{er} résultat : l'effet de concentration

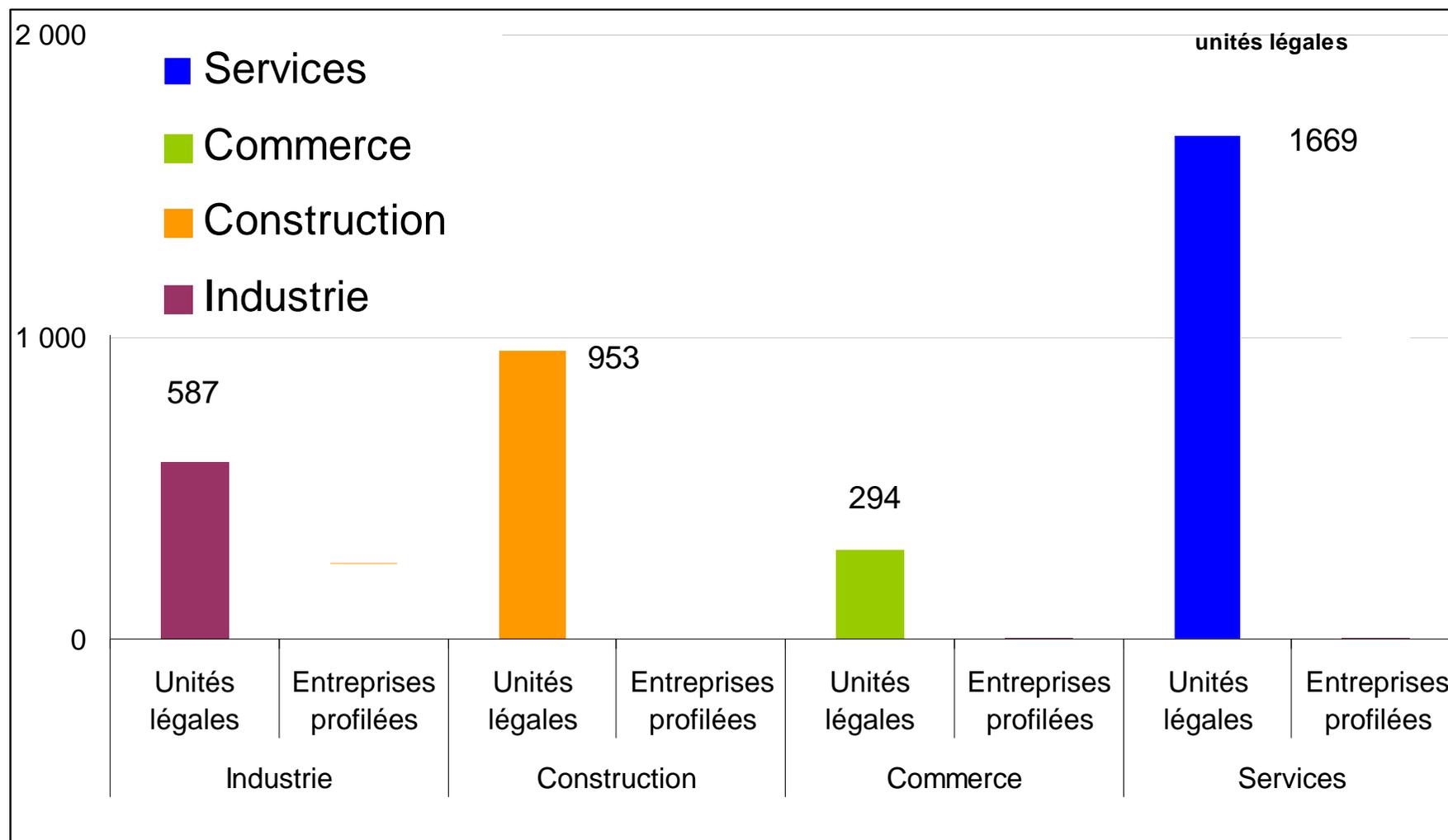
En termes d'effectifs, sur 1 million d'emplois salariés

* la moitié des effectifs étaient dans des unités légales de 5 000 salariés ou plus

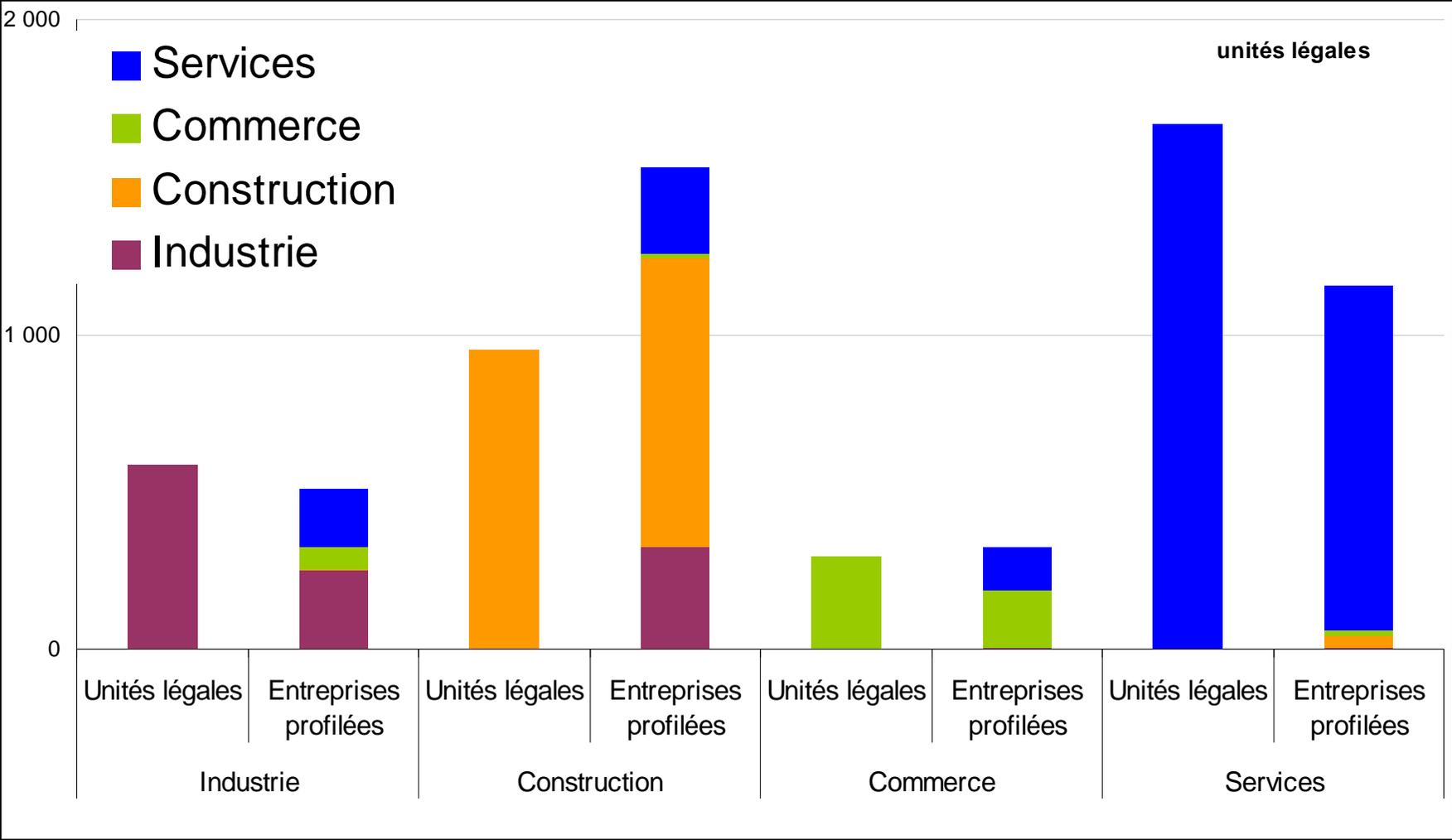
* 94 % des effectifs sont dans des entreprises profilées de 5 000 salariés ou plus

2^{ème} résultat : Les ré allocations sectorielles

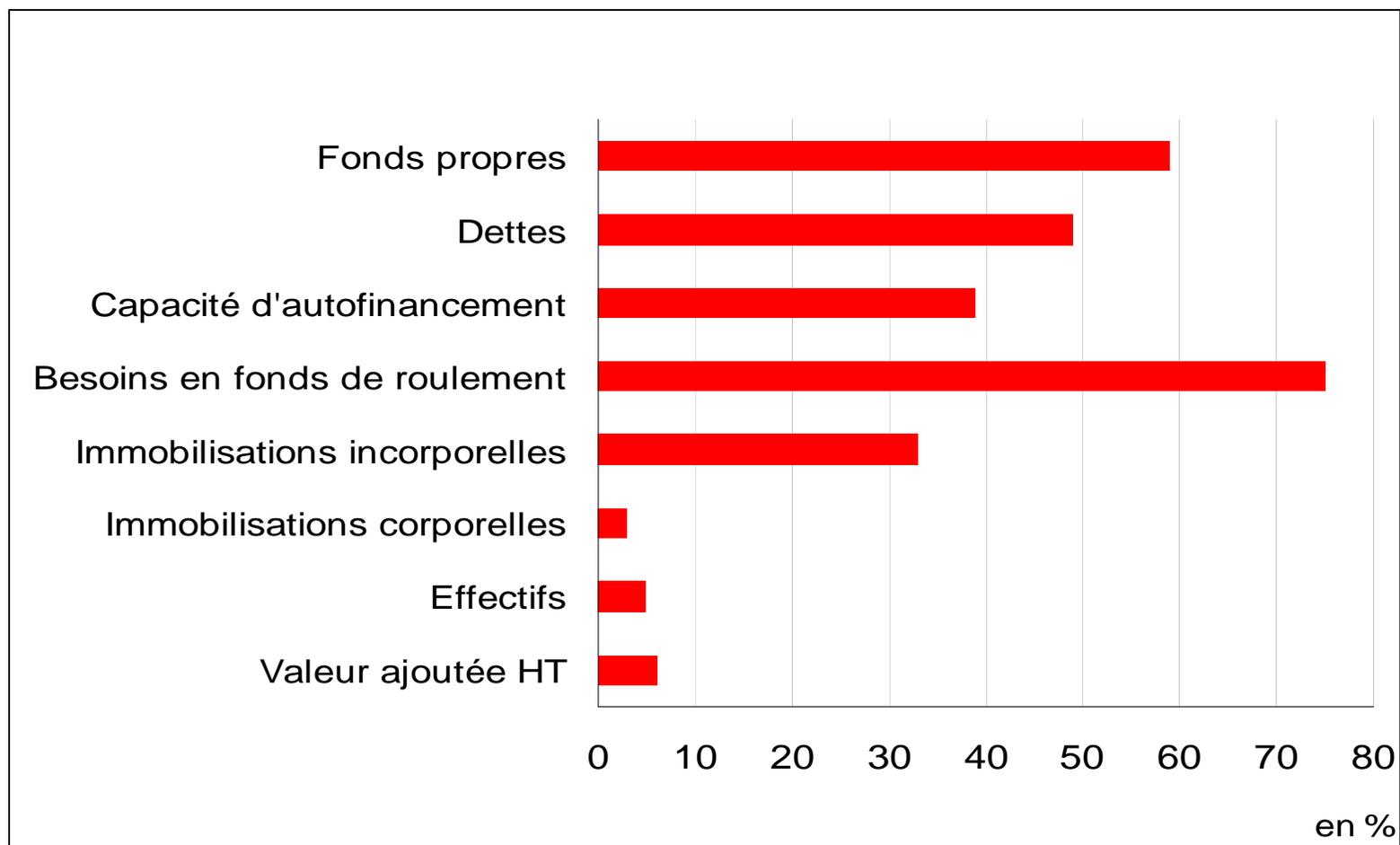
30 % des 3 500 unités légales changent de secteur



Le « grand perdant » de cette réallocation : le secteur des services



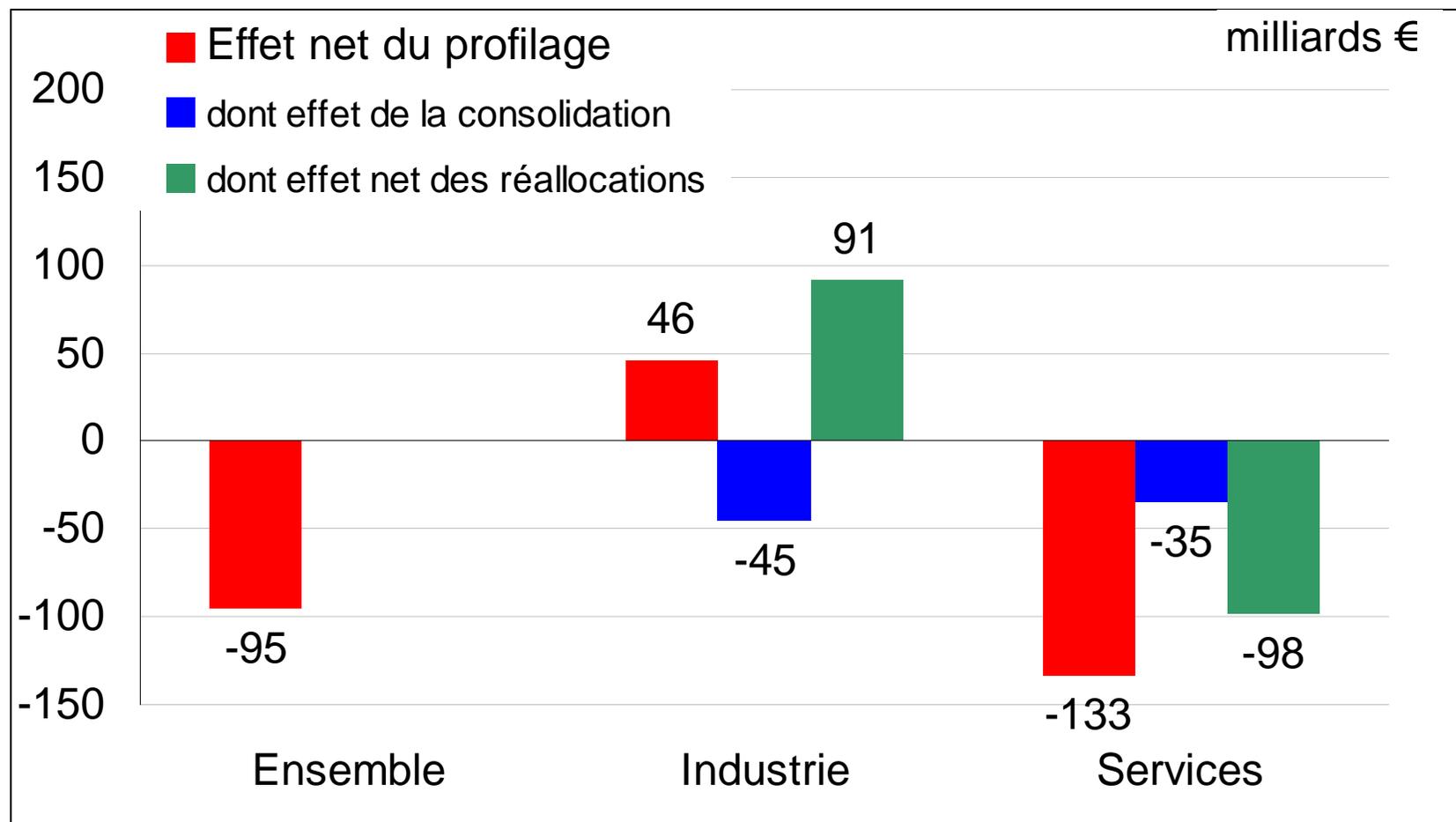
Ce secteur des « services » portait le bilan des autres secteurs



Lecture : Avant réallocation, les unités légales dans les services concentrent la moitié des dettes des unités légales des entreprises profilées de l'industrie, de la construction et du commerce.

3^{ème} résultat : Une vision plus cohérente

ex : le transfert des dettes des services vers l'industrie



Une vision plus cohérente des entreprises pour l'analyse économique

Une certaine spécialisation des 3 500 unités légales

- ❑ 35 % de ces unités n'investissent pas

Mais elles sont filiales d'entreprises qui investissent avec un taux de 18 %

- ❑ 22 % des unités légales sont exportatrices
c'est-à-dire 78 % ne sont pas exportatrices

Et pourtant, seules 16 % des unités légales sont dans des entreprises qui n'exportent pas

Une mesure plus pertinente, plus réaliste

- La consolidation affranchit des choix organisationnels internes à l'entreprise : flux, participations croisées entre unités
- Principaux effets de la consolidation
sur les 105 entreprises profilées
 - taux de valeur ajoutée majoré de 29 à 33 %
 - taux d'autofinancement réduit de 70 points
 - taux d'endettement majoré de 10 points
(fonds propres se contractent plus que l'endettement)

Sur l'ensemble du champ

- taux de valeur ajoutée : + 0,4 point
- taux d'autofinancement : - 11 points
- taux d'endettement : + 3 points

Un pas en avant

- 43 grands groupes en France ont été profilés grâce à un dialogue entre leurs équipes et celles de l'Insee

Ce travail a été étendu en différenciant et en adaptant les méthodes utilisées selon la taille des groupes

- Des résultats provisoires sur l'ensemble des entreprises sont présentés dans le premier dossier
- Ils confirment ceux obtenus sur les 43 groupes
 - concentration de l'appareil productif
 - plus grande pertinence des découpages sectoriels
 - cohérence
- Dans le cadre d'une démarche européenne

Les disparités entre entreprises : l'apport de l'utilisation des données individuelles

Hervé Bacheré



24 000 entreprises concentrent les deux tiers de la valeur ajoutée des secteurs principalement marchands

❖ **Entreprises : 2,4 millions d'unités légales et d'entreprises profilées**

❖ **Secteurs principalement marchands**

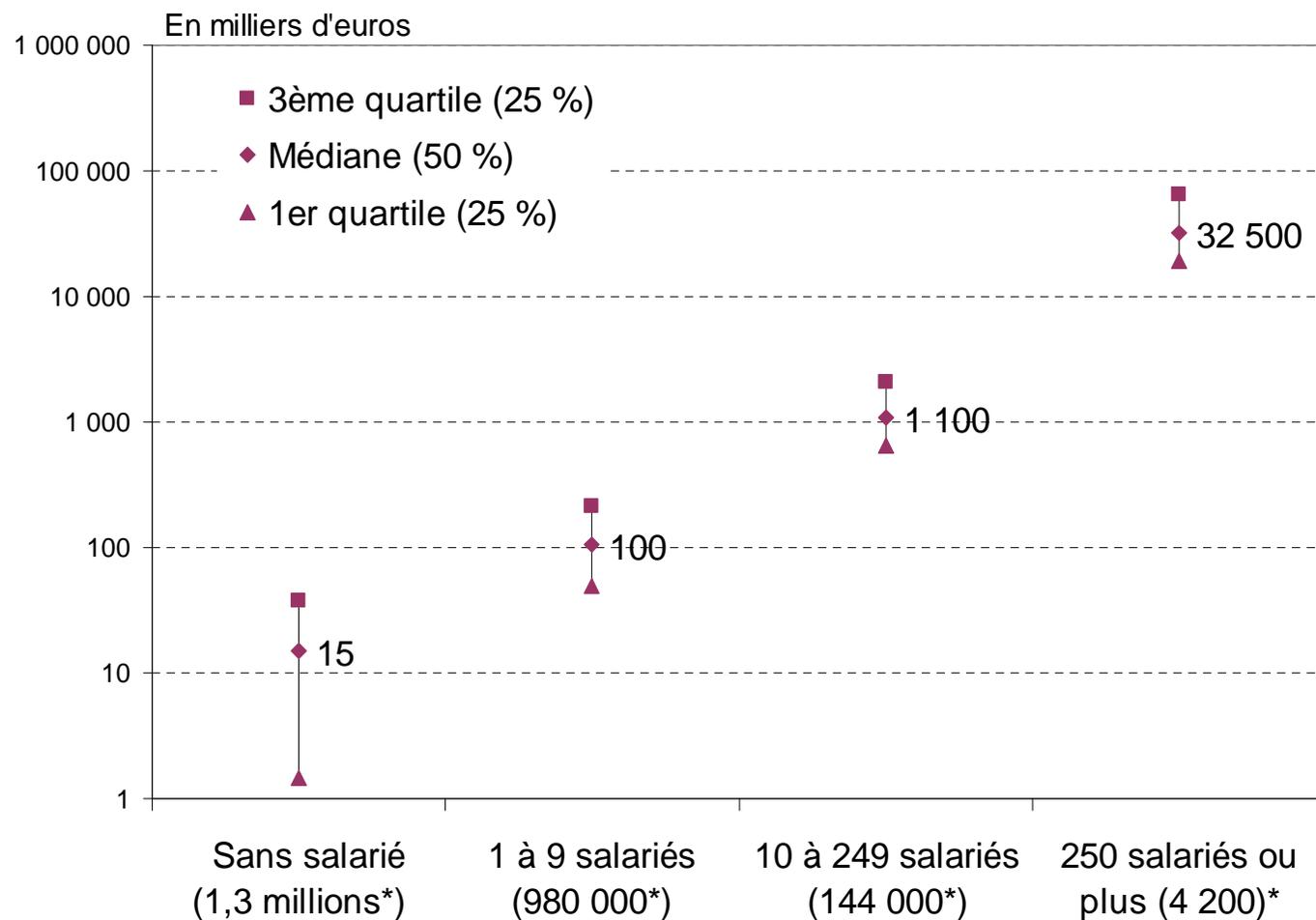
➤ hors agriculture et services financiers

➤ hors administration publique, enseignement, santé

❖ **Hors micro-entrepreneurs et micro-entreprises au sens fiscal**

➔ 52 % de la valeur ajoutée totale de l'économie

Valeur ajoutée médiane : 15 000 euros pour les entreprises sans salarié, 32 millions pour les 250 salariés ou plus



La moitié des entreprises sans salarié ont une valeur ajoutée inférieure à 15 000 euros (médiane).

Champ : France, unités légales et entreprises profilées des secteurs principalement marchands, hors micro-entrepreneurs et micro-entreprises au sens fiscal.

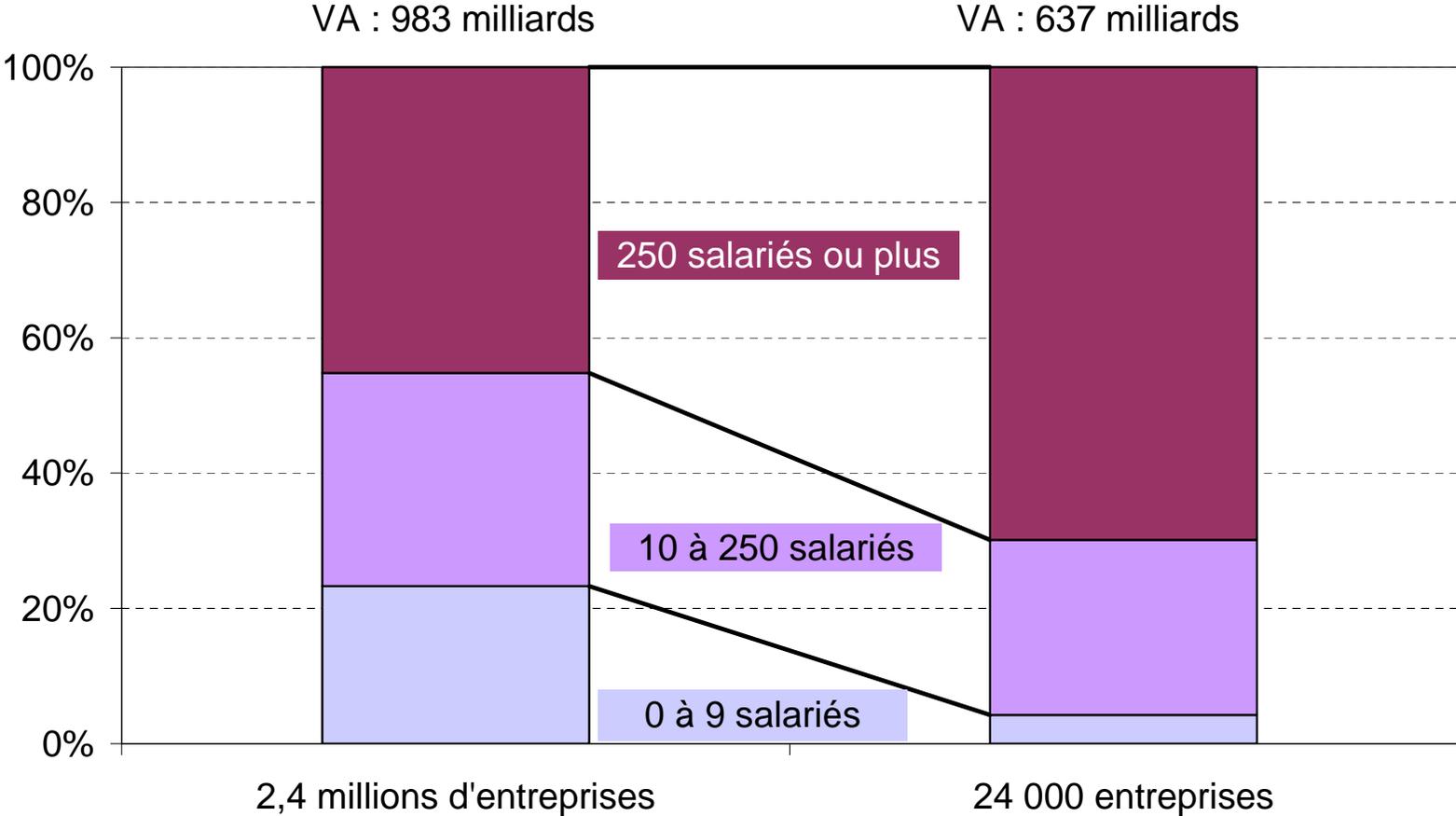
Source : Insee, Ésane.

Note : échelle logarithmique.

* Nombre d'entreprises.

1 % des entreprises concentrent deux tiers de la valeur ajoutée, soit 637 milliards d'euros

Répartition de la valeur ajoutée par taille d'entreprise



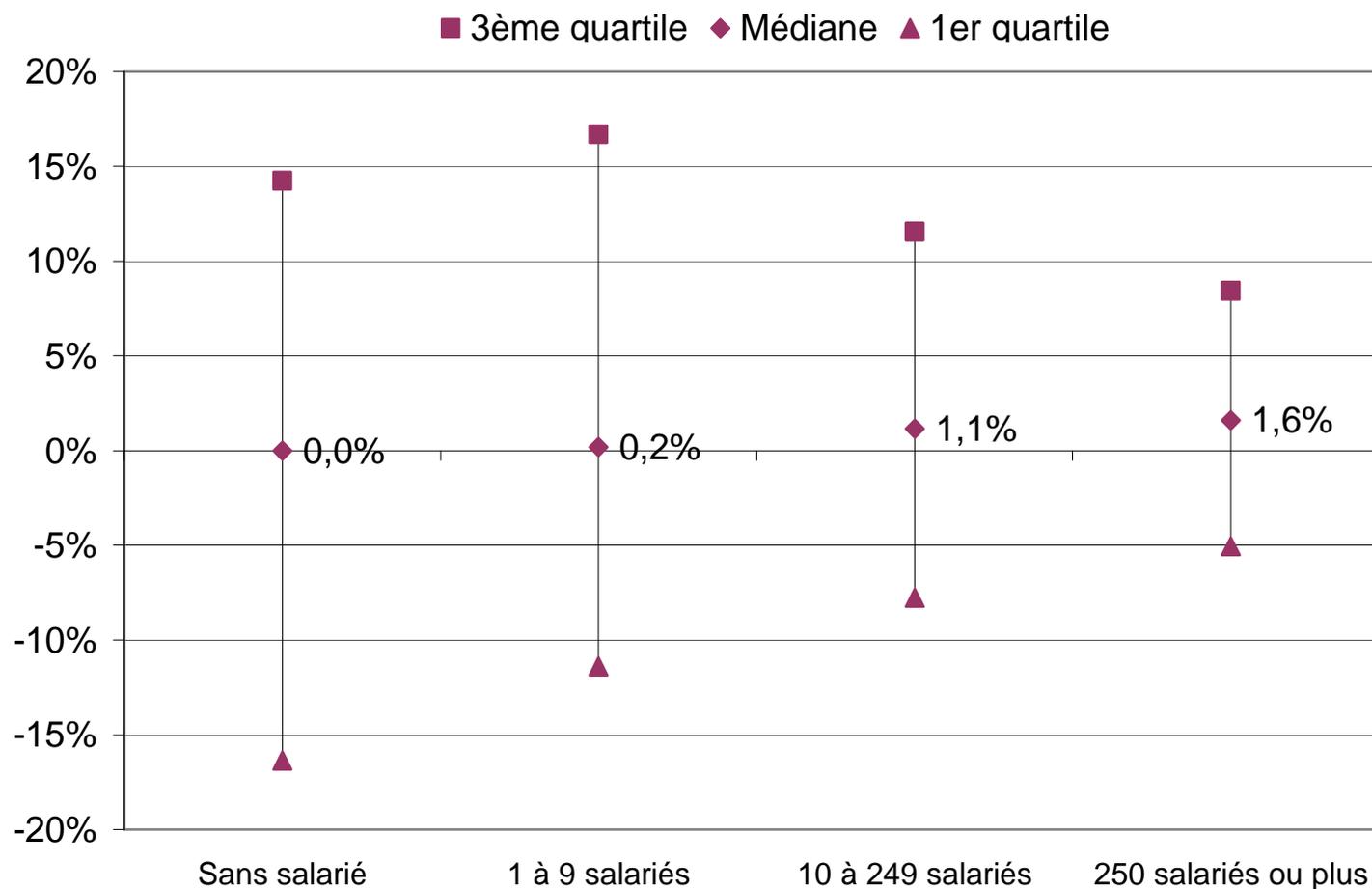
Champ : France, unités légales et entreprises profilées des secteurs principalement marchands, hors micro-entrepreneurs et micro-entreprises au sens fiscal.

Source : Insee, Ésane.

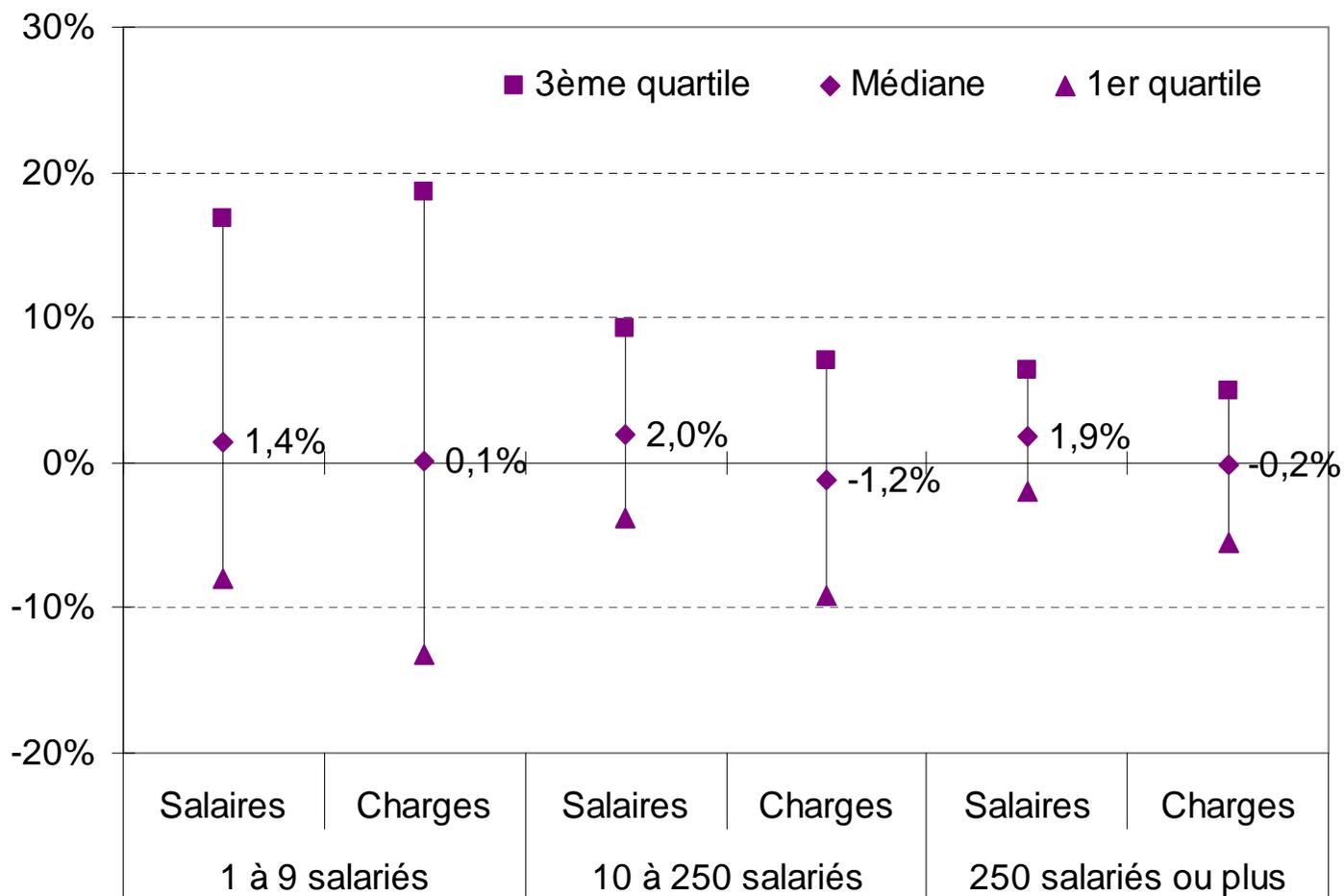
Lecture : parmi les 1 % des entreprises réalisant les plus fortes valeurs ajoutées, on comptabilise 2 400 entreprises de 0 à 9 salariés qui cumulent 27 milliards de valeur ajoutée.

Pour plus de la moitié des entreprises actives, la valeur ajoutée augmente entre 2012 et 2013

Dispersion de l'évolution de la valeur ajoutée entre 2012 et 2013



Pour plus de la moitié des entreprises, la baisse des charges grâce au CICE a un effet positif sur le taux de marge



CICE : crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi

Lecture : entre 2012 et 2013, la moitié des entreprises de 1 à 9 salariés ont une évolution de leurs charges inférieure à 0,1 %.

Champ : France, unités légales et entreprises profilées des secteurs principalement marchands, hors micro-entrepreneurs et micro-entreprises au sens fiscal.

Source : Insee, É sane.

Note : entreprises présentes sur les 2 années selon leur taille en 2013.

Le CICE : un effet positif sur le taux de marge

Taux de marge moyens des entreprises avec salariés

	2013	2013 - 2012	2012 - 2011
	en %	Evolutions (en points)	
Industrie	25,5	-0,1	-1,1
Construction	13,0	0,8	-2,1
Commerce	23,2	0,2	-1,9
Transport et entreposage	22,8	0,5	-0,2
Hébergement et restauration	18,4	0,4	-1,9
Information et communication	32,4	-1,6	-2,4
Immobilier	59,2	0,7	-0,6
Service aux entreprises	12,8	0,7	-1,7
Services aux particuliers	22,5	2,2	-1,3
Ensemble	22,8	0,1	-1,5

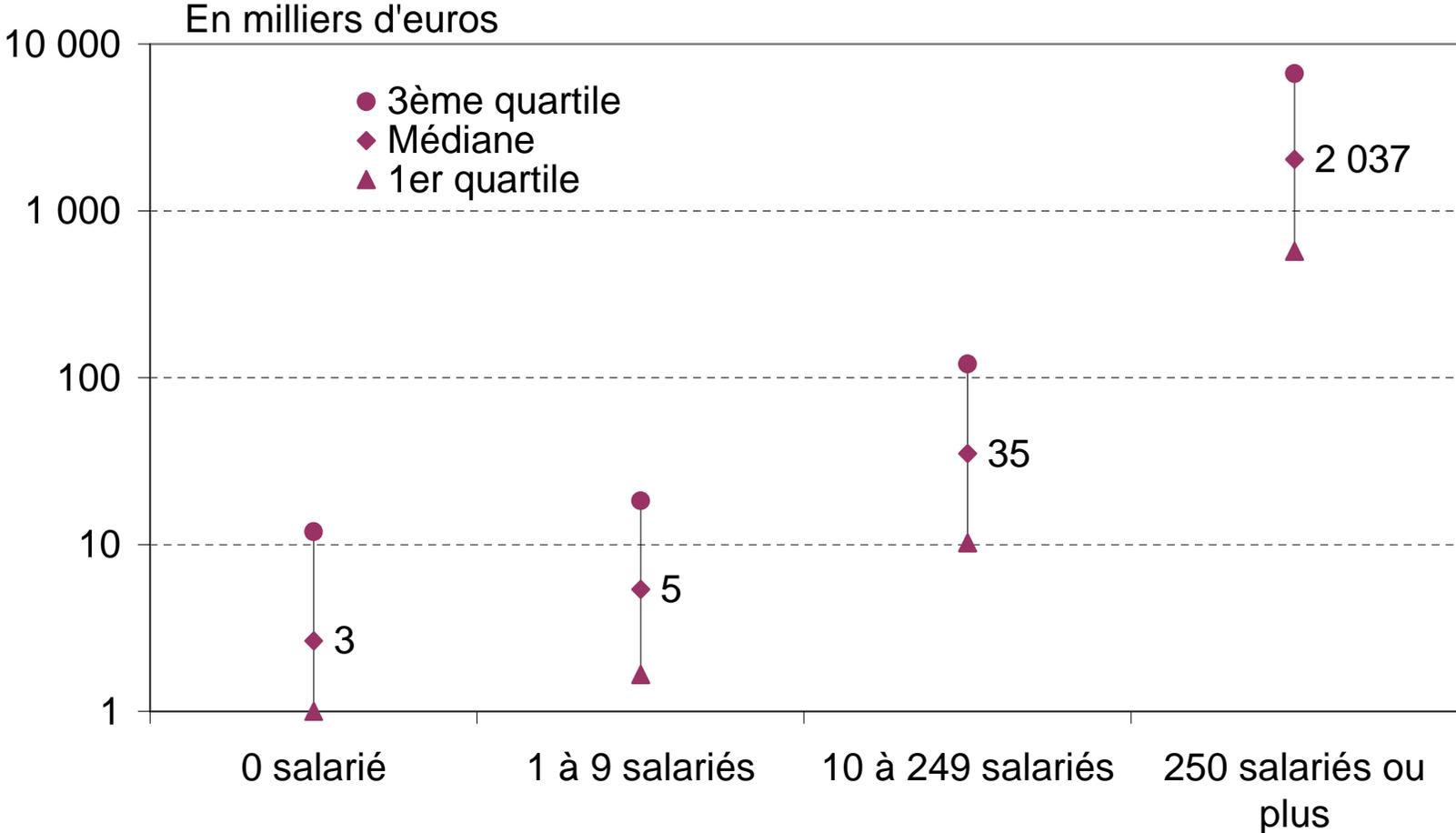
CICE : crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi

Champ : France, unités légales et entreprises profilées des secteurs principalement marchands, hors micro-entrepreneurs et micro-entreprises au sens fiscal.

Source : Insee, É sane.

Investissements médians : 3 000 à 5 000 euros pour les moins de 10 salariés, 2 millions pour les 250 salariés ou plus

Dispersion de l'investissement des entreprises ayant investi en 2013



Champ : France, unités légales et entreprises profilées des secteurs principalement marchands hors agriculture et services financiers, hors auto-entrepreneurs et micro-entreprises.

Source : Insee, Ésane.

Lecture : en 2013, la moitié des entreprises de 250 salariés ou plus ont réalisé un investissement supérieur à 2 millions d'euros.

Note : échelle logarithmique.

Forte concentration des investissements et des exportations en 2013

❖ Si 1 % des entreprises concentrent 65 % de la valeur ajoutée, la concentration est plus forte pour l'investissement et les exportations

- **1 % des entreprises concentrent 85 % de l'investissement**
- **1 % des entreprises concentrent 97 % des exportations**

➔ **Attention**, il ne s'agit pas à chaque fois des mêmes entreprises. Il y a cependant un « **noyau dur** » de **4 560 entreprises** qui concentrent **30 % de la valeur ajoutée, 70 % des exportations et 25 % des investissements.**

Merci de votre attention !

Insee

18 bd Adolphe-Pinard
75675 Paris Cedex 14

www.insee.fr  

Informations statistiques :
www.insee.fr / Contacter l'Insee
09 72 72 4000
(coût d'un appel local)
du lundi au vendredi de 9h00 à 17h00